

16,50/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire 2016

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Dans une période de défiance des citoyens envers les décideurs politiques et économiques (Doc 5) et suite à la révélation de nombreux scandales militaires, financiers et fiscaux, le lanceur d'alerte fait parfois figure de héros et parfois de traître (Doc 8). Un lanceur d'alerte peut être défini comme une personne qui estime avoir découvert des éléments qu'il considère comme menaçants pour l'homme, la société, l'économie ou l'environnement et décide, de manière désintéressée, de les porter à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou de médias (Doc 8). Le lanceur d'alerte concentre sur sa personne de nombreuses contradictions. Son utilité n'est pas contestable mais il est porteur de dangers et est lui-même en danger (I). Il convient donc à la fois de le protéger et de contenir ses éventuels débordements (II).

### I. Le lanceur d'alerte, un héros dangereux et en danger

Le lanceur d'alerte contribue à renforcer la transparence et la responsabilité démocratique mais en franchissant les limites autorisées (A), il se met en danger (B).

#### A) Le franchissement des limites par le lanceur d'alerte

Le libre d'expression et le droit de rechercher et recevoir des informations sont indispensables au fonctionnement démocratique (Doc 1).

Cependant, en mettant en œuvre ces droits, le lanceur d'alerte peut porter atteinte à de nombreux autres principes et intérêts publics ou privés défendus par la loi ou les règles déontologiques : la propriété, le secret des affaires, le secret professionnel, le devoir de loyauté ou même envers son employeur (Docs 4 et 7).

N°

114

Il peut également provoquer de vastes scandales susceptibles de porter atteinte à l'ordre public. Les atteintes ont justifié la sévérité du Ministère public de l'Etat du Luxembourg dans le procès Luxleaks incriminant des lanceurs d'alerte et le journaliste ayant publié les informations (Doc 7). Le lanceur d'alerte peut également être animé d'intentions malveillantes à l'encontre de sa "cible", cherchant à lui nuire, poursuivant des buts étrangers à la recherche de la vérité ou de l'intérêt général, diffusant des informations qui il sait totalement ou partiellement inexacts, voire émettant des alertes abusives générant plus de troubles et d'incertitudes que de transparence (Doc 4). L'alerte peut aussi occasionner des atteintes à la personne physique ou morale liée qui pourra porter plainte pour diffamation ou d'injure calomnieuse (Doc 4). S'il provoque des risques, le lanceur d'alerte se met lui aussi en danger.

### B) La mise en danger du lanceur d'alerte.

Le Ministre Michel Sapin relève que "beaucoup de scandales récents n'auraient pas éclaté sans le courage des lanceurs d'alerte. Hélas, certains en paient lourdement les conséquences dans leur vie professionnelle et privée" (Doc 5). Les lanceurs d'alerte les plus célèbres ont été condamnés ou sont passibles de peines pénales très lourdes. On peut citer quelques exemples: Bradley Manning, auteur des révélations sur la guerre en Afghanistan, condamné à 35 ans de prison; Edward Snowden, auteur des révélations sur les programmes de surveillance de masse de l'agence de sécurité américaine NSA, en exil temporaire en Russie et passible de 30 ans de prison (Doc 8). Les cas les plus extrêmes ne doivent pas faire oublier les représailles que subissent fréquemment les lanceurs d'alerte salariés ou prestataires d'administrations ou d'entreprises. C'est notamment ce qui est advenu à Stéphanie Gibaud, salariée d'UBS France qui a dénoncé des pratiques d'évasion fiscale et de blanchiment et après un licenciement lit des minimas sociaux (Doc 8).

Malgré les difficultés occasionnées et suivies par le lanceur d'alerte on ne peut nier son utilité pour "faire bouger les lignes" (Doc 7) et parfois même pour conduire à de vrais changements en faveur de la paix (Daniel Ellsberg contribuant au retrait des troupes américaines du Vietnam), de l'harmonisation et de la justice fiscale (Antoine Deltour, affaire Luxleaks) (Doc 8).

Il était donc indispensable que les pouvoirs publics

instrument pour encourager l'alerte éthique et citoyenne. L'OCDE, à la demande des dirigeants du G20 en novembre 2010 a établi un recueil de bonnes pratiques en la matière, le Conseil de l'Europe a pris le relais en 2014 en adoptant des recommandations à destination de ses Etats membres, les incitant à disposer d'un cadre normatif, institutionnel et judiciaire pour protéger les lanceurs d'alerte (Doc 1). Le Royaume Uni et l'Irlande disposent déjà de législations en la matière (Doc 4). Le régime juridique applicable aux lanceurs d'alerte devra permettre de protéger des aiguillons nécessaires à la démocratie mais tout en encadrant l'exercice de leurs droits.

## II) Le lanceur d'alerte, un aiguillon nécessaire, à protéger

Le lanceur d'alerte est très exposé dans sa vie personnelle et professionnelle. Il convient donc d'organiser sa protection (A). Cependant, compte tenu de l'importance des intérêts, principes et valeurs auxquels il est susceptible de porter atteinte l'exercice de l'alerte doit être strictement encadré (B).

### A) Le lanceur d'alerte, un citoyen engagé à protéger

La reconnaissance du droit d'alerte par la France n'est pas nouvelle. L'obligation pour les agents publics de signaler les crimes et délits dont ils ont connaissance à l'occasion de leurs fonctions est consacrée depuis longtemps par l'article 40 du Code de procédure pénale (Doc 2). Mais il s'agit, en l'occurrence plus d'un devoir que d'un droit.

Depuis 1987, le législateur français souhaitant que la France dispose des meilleurs standards européens et internationaux (Doc 5) a progressivement adopté des dispositions ayant pour objet de protéger les personnes effectuant des signalements de bonne foi (Doc 4) : la loi du 13/11/2007 relative à la lutte contre la corruption, la loi du 23/12/2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire, la loi du 16/04/2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte, la loi du 11/10/2013 relative à la transparence de la vie publique, la loi du 6/12/2013 relative à la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière et enfin, la loi du 24/07/2015 relative au renseignement (Docs 3 et 5). Le Premier ministre a confié au Conseil d'Etat la mission de réaliser un bilan critique des dispo-

silfs d'alerte éthique en ligne et de l'inciter des propositions pour en améliorer l'efficacité (Doc 4). Le Conseil d'Etat relève que les dispositifs existants sont peu utiles faute de cohérence globale et propose d'adopter un socle commun reposant sur des procédures graduées et sécurisées, un traitement effectif des alertes et une protection efficace tant des lanceurs d'alerte que de leurs cibles (Doc 4). La proposition de loi dite "Sapin II" du 30/03/2016 reprend les propositions émises par le Conseil d'Etat. Elle prévoit la création d'une Agence nationale de prévention et de détection de la corruption pouvant à la fois informer les lanceurs d'alerte sur la protection juridique dont ils pourraient bénéficier, anonymiser leurs signalements en les revendant à son compte et prendre à sa charge les frais de procédure s'ils sont sanctionnés ou poursuivis (Doc 5). Le statut protecteur sera applicable à l'ensemble des lanceurs d'alerte du secteur privé ou public, quel que soit le domaine d'activité, le législateur s'inspirant ainsi des propositions du Conseil d'Etat (Doc 5). Le dossier de presse diffusé par le Ministère des finances ne fait pas mention de protections spéciales du lanceur d'alerte contre les représailles de son employeur ou de ses représentants comme le suggérait le Conseil de l'Europe (Doc 1). La protection du lanceur d'alerte est cependant strictement conditionnée au respect des règles et procédures qui lui sont imposées.

### B) Le lanceur d'alerte, un + million à contenir

Pour bénéficier de la protection, le lanceur d'alerte doit être de bonne foi, sa bonne foi étant présumée (Doc 4). Il doit respecter une procédure d'alerte graduée et sécurisée : informer d'abord le supérieur hiérarchique ou suivre le canal interne spécifique puis sans réponse adaptée les canaux externes (autorité administrative, ordre professionnel, autorité judiciaire) et n'utiliser la divulgation au public qu'en dernier ressort (Docs 4 et 5). Si le lanceur d'alerte ne peut divulguer les secrets professionnels des professions réglementées il ira différemment de l'Agence nationale de l'alerte qui, sur les faits portés à sa connaissance, peut recueillir toute information qui lui apparaît nécessaire sans se voir opposer le caractère secret ou confidentiel. Cette attitude au secret professionnel de l'avocat s'oppose aux jeux de certains membres de cette profession "la mort du secret professionnel des avocats" (Doc 6)